



DECLARATION DES JEUNES A L'ISSUE DE LA 7<sup>è</sup> EDITION DU FORUM JEUNE ET CITOYEN DU 10  
FEVRIER 2025 EN PRELUDE A LA CELEBRATION DE LA 59<sup>e</sup> EDITION DE LA FETE  
DE LA JEUNESSE



En prélude à la célébration de la 59<sup>ème</sup> édition de la **fête de la jeunesse**, s'est tenu le 10 Février 2025 à Douala, le « **FORUM NATIONAL JEUNE ET CITOYEN** » avec pour thème : « **Gouvernance inclusive et participation citoyenne.** ». Il a réuni 95 jeunes issus des partis politiques et des organisations de la société civile des dix (10) régions du Cameroun, le Délégué Régional du MINJEC (Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique) pour le Littoral, le représentant du Gouverneur de la région du Littoral, la Déléguée départementale d'Elecama représentante personnelle du Délégué régional ; trois (03) représentants de la Mairie de Douala 3<sup>ème</sup> ; le Coordinateur du MP (Mouvement progressif) ; le mandataire du MRC (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun) ; le président du PCRN (Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale) ; 10 journalistes ; trois (03) intervenants sur le panel (un acteur de la société civile ; une universitaire membre du parti au pouvoir et un jeune politique) et une modératrice (journaliste de profession).

Trois (03) moments forts ont marqué ce forum après la phase protocolaire :

- ❖ Exposés et échanges autour du thème.
- ❖ Communication des représentants des partis politiques
- ❖ Réflexion collective en groupe et production d'une déclaration commune.

Ces moments nous ont permis de faire l'état des lieux des politiques publiques en lien avec une gouvernance inclusive, afin de ressortir ce qui est fait, les limites et les améliorations possibles.

Il existe plusieurs mécanismes d'inclusion des jeunes dans la gouvernance. Toutefois, ces mécanismes ont montré leur inefficacité du fait que les jeunes n'auraient pas été associés dans leur conception.

Malgré l'existence des lois nationales et instruments internationaux sur la transparence, le Cameroun peine encore à rendre sa gouvernance véritablement transparente par la rétention et parfois le refus de rendre publique les informations.

Malgré l'existence des lois sur la décentralisation, les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) chargées d'implémenter la décentralisation, permettant de promouvoir la gouvernance inclusive et la participation citoyenne, continuent de faire face à certaines pesanteurs du pouvoir central (désignation de certains cadres au sein des CTD tel les Secrétaires Généraux, Receveurs Municipaux, Comptables, etc...).

Bien que le cadre juridique soit favorable à la participation politique des jeunes, nous déplorons la faible présence voire la quasi-absence des jeunes et des personnes handicapées dans les instances de prise de décisions tant au niveau local que national. Il en est de même pour la faible présence des femmes dans certaines instances décisionnelles.

Les dirigeants doivent réajuster les politiques publiques qui favorisent et facilitent la pleine participation politique des jeunes. Ce qui passe par une réforme du système électoral, afin d'avoir des lois électorales consensuelles pour des élections crédibles et sécurisées.

En somme, pour booster la gouvernance inclusive et la participation citoyenne, il est important d'impliquer davantage les jeunes, les handicapés, les couches vulnérables dans les hautes instances de prise de décisions tant au sein des partis politiques, que des institutions et administrations publiques de gouvernance.

Il est essentiel que les jeunes s'instruisent, se forment ou se capacitent politiquement. Ils doivent se positionner comme acteur principal du jeu politique.

Les jeunes doivent imposer le rapport de force, en allant s'inscrire massivement, en votant et en contrôlant leurs votes.

Nous relevons qu'il n'y a pas d'excuses pour un jeune de ne pas prendre part aux processus électoraux lorsqu'il a déjà au moins 20 ans.

En outre, les défis liés à la gouvernance inclusive et la participation citoyenne sont nombreux, notamment l'inefficacité des mécanismes de transparence et de reddition des comptes par les instances de gouvernance au niveau national et local, l'absence de politiques publiques de prise en compte des personnes déplacées internes...

**Conscients** du contexte politique actuel du Cameroun lié aux élections,

Les jeunes sont préoccupés par :

- La persistance du chômage, de la précarité et de la souffrance sociale des jeunes qui poussent les jeunes à quitter le pays ;
- L'ingérence de l'administration dans la vie interne des partis politiques
- La persistance de diverses crises socio-politiques et sécuritaires, dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest singulièrement ;
- La violation de certains droits électoraux, notamment la non publication du fichier électoral national des inscrits
- La persistance de la restriction de l'espace civique, avec la violation des libertés d'expression et de presse
- Les coupures intempestives de l'énergie électrique et le difficile accès à l'eau potable
- Les scandales de gouvernance et l'impunité qui persiste autour des questions de corruption et de supposés détournements de fonds

Les jeunes réunis dans le cadre du Forum Jeune et Citoyen interpellent :

**Le Gouvernement et le Président de la République sur :**

- ✚ Le souhait de remettre le Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique aux jeunes (nommer un jeune en tant que Ministre de la jeunesse)
- ✚ La nécessité de refonder les politiques publiques en direction de la jeunesse, notamment la politique éducative et de formation professionnelle.
- ✚ Renforcer l'autonomisation du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun en lui permettant d'élaborer et défendre son budget ainsi que ses activités, afin de faire de lui un véritable instrument de promotion et de défense des droits de la jeunesse.
- ✚ L'urgence d'accélérer le processus de décentralisation, en donnant les pleins pouvoirs aux CTD de s'administrer

- ✚ Renforcer les mécanismes de transparence et de reddition des comptes.
- ✚ Décentraliser les mécanismes de transmission des informations en utilisant les réseaux sociaux
- ✚ Le renforcement des mécanismes de transparence et d'équité électorale

**Nous invitons les jeunes à**

- ✚ S'investir davantage à s'inscrire massivement, voter et contrôler leurs votes en constituant une masse critique électorale nationale.
- ✚ S'investir massivement comme candidats aux prochaines échéances électorales.

Fait à Douala, le 10 Février 2025  
Les leaders d'associations et d'organisations de la jeunesse